Le budget

Or, qu'y a-t-il dans ce budget? Un budget contient habituellement des mesures pour ceux qui ont peu, pour ceux qui perdent pied. Qu'y a-t-il dans ce budget pour les pauvres? En vérité, il n'y a rien du tout. Il n'y a rien non plus pour les chômeurs, pour les assistés sociaux, pour ceux qui recourent aux banques d'alimentation, pour ceux qui déclarent faillite, pour les agriculteurs, pour nos pêcheurs de l'Atlantique ni pour la petite entreprise. On ne réserve que des souffrances pour les Manitobains.

Ce budget est comme une automobile, c'est-à-dire qu'une fois qu'on commence à s'en servir et à l'examiner, on découvre les problèmes. En effet, ce budget recèle beaucoup de problèmes qui ne font pas encore jour. J'en ai cité quelques-uns. Par exemple, on repense l'aide aux familles, mais, avec le temps, on constatera que ces familles seront perdantes. On donne quelque chose maintenant, mais avec le temps, les familles subiront une perte considérable.

Nous savons aussi que le gouvernement a éliminé le programme des coopératives d'habitation, qu'il a réduit le budget ordinairement consacré à l'habitation. Par contre, il a facilité l'achat d'une maison pour certains qui avaient investi dans des fonds de retraite, en prévision de l'avenir. Permettez-moi de rappeler une analyse qui a été réalisée relativement aux réductions dans le secteur de l'habitation.

[Français]

Et je cite: «En rayant de la carte le logement social et le Programme du logement coopératif, ce gouvernement vient également de faire disparaître des milliers d'emplois dans les secteurs de la construction et de la fabrication. Le nombre d'emplois qui seront créés dans le secteur de la construction suite à l'entrée en vigueur du Programme d'accès à la propriété sera à peu près égal au nombre d'emplois qui seront perdus suite aux compressions affectant la construction de logements».

[Traduction]

Donc, le gouvernement donne d'une main, prend de l'autre, et en fin de compte, il n'y a pas de vrais gagnants. Les allocations familiales sont disparues, mais encore là, si on analyse le budget, on constate qu'avec le temps, les grands perdants sont les familles.

Prenons par exemple le secteur de la santé. Après avoir dit qu'il ne toucherait pas à la formule des transferts, qu'a fait le gouvernement en 1986? Il l'a réduite de 2 p. 100, puis de 1 p. 100. Ensuite, il l'a gelée. Si on prend la période allant de 1986 à 1995, qu'obtenons-nous? Une réduction d'environ 30 milliards de dollars des transferts au chapitre de l'enseignement et de la santé. On parle d'un rapport d'environ 2 contre 1: 10 milliards de moins

pour l'enseignement, et 20 milliards de moins pour la santé. C'est ce qui arrive dans le secteur de la santé.

Regardons maintenant ce que le budget réserve aux étudiants. J'ai déjà indiqué que les réductions des transferts se poursuivent. Rappelons-nous que les réductions de 1986 à 1995 s'élèvent en gros à 9 milliards de dollars par année, et qu'elles sont d'environ 250 millions de dollars pour cette année-ci seulement. Il y a moins pour la formation et le recyclage, malgré le nombre record de chômeurs et d'assistés sociaux.

• (1650)

Le gouvernement dit qu'il consacre plus d'argent à la recherche et au développement, et parle de 240 millions de dollars sur cinq ans. Oui, c'est facile à dire, 240 millions de dollars de plus pour la recherche et le développement sur cinq ans, parce qu'il a réduit à nouveau les paiements de transferts au chapitre de l'enseignement de 250 millions de dollars, pour une année. Je serais un homme d'affaires très riche si je pouvais augmenter mes recettes de cette façon. Et c'est exactement ce que le gouvernement a fait.

Il faut aussi parler de la destruction d'organisations clés comme le Conseil économique du Canada et le Conseil des sciences du Canada, qui sont indispensables pour planifier notre avenir et faire en sorte que nous fassions le plus de choses possible pour bâtir notre pays, pour relancer l'économie et pour remettre les gens au travail. Oui, remettre les gens au travail.

Non seulement les étudiants d'aujourd'hui reçoivent-ils moins d'argent à cause de la réduction des transferts à l'intention des collèges et des universités, mais encore ils doivent payer cette taxe sur les produits et services qui s'applique aux livres et aux fournitures. J'ai proposé l'élimination de la taxe sur les produits et services, du moins dans le cas des livres. Nous devrions peut-être, par souci de générosité, exonérer tous les imprimés.

Ce budget contient un autre point intéressant. Il parle des frais d'administration de 3 p. 100 sur les prêts aux étudiants. Vous vous en rappelez sûrement. Nous en avons beaucoup parlé. Je vois sourire l'un de mes collègues dont je tairai le nom. Je sais pourquoi il sourit. C'est parce qu'il sait très bien que l'élimination de ces frais de 3 p. 100 permettra effectivement aux étudiants d'épargner en gros 20 millions de dollars. J'ai fait un calcul rapide et mon estimation est assez juste. Par contre, la suppression du délai de grâce de six mois sans intérêt rapportera probablement au gouvernement 30 millions de dollars. Ainsi, on donne 20 millions de dollars d'une main et on en prend 30 millions de l'autre, puis on dit aux étudiants: «Ne sommes-nous pas des gens fantastiques?» Je regrette, les amis, ça ne marche pas. Je reviens donc à l'analogie que j'ai faite avec la voiture d'occasion. Vous savez, je conduisais cette voiture en rêve. Le moteur a lâché, puis